

# Solidarité avec la révolte sociale au Québec !

Depuis le 13 février 2012, les étudiant.e.s québécois.e.s sont massivement en grève contre la hausse des frais de scolarité, ce qui correspond à une augmentation de plus de 75% prévue sur 5 ans. Grâce à une série d'assemblées générales massives, les syndicats étudiants (la FEUCQ, la FECQ et la plus combative CLASSE) et certaines facultés spécifiques de ces écoles ont maintenu leur décision de faire grève, tout en fixant leurs revendications propres. De nombreuses assemblées générales ont voté la grève générale illimitée jusqu'à la gratuité scolaire (avec plus de 150.000 étudiant-e-s en grève illimitée).

Alors que dans un premier temps le gouvernement de Charest refusait tout dialogue, les négociations ont été ouvertes fin avril dans le but d'étouffer les actions contre la hausse, la CLASSE signant une «trêve» dans la mobilisation durant les négociations. Mais une grande partie des étudiant.e.s n'ont pas tenu compte des «consignes» des bureaucrates d'associations étudiantes et sont descendu.e.s dans la rue aux cris de « négociier, c'est se faire fourrer! », échappant ainsi au contrôle de ces associations et les poussant encore plus à accentuer la lutte contre le gouvernement.

Des actions de sabotage ont eu lieu dans le métro de Montréal, des banques ont été attaquées et de nombreuses manifestations se sont soldées par des affrontements avec la police et de nombreuses arrestations (selon le Collectif Opposé à la Brutalité Policière, environ 3000 arrestations ont été comptabilisées au 29 mai 2012 lors des protestations étudiantes).

De la lutte étudiante émerge une lutte anti-capitaliste, rassemblant les travailleur.euse.s en grève, syndicalistes, écologistes, communistes, anarchistes ou simples révolté.e.s... Ainsi plusieurs actions ont été menées contre le sommet du Plan Nord qui s'est déroulé le 20 avril 2012 à Montréal. Ce projet consiste à coloniser les peuples autochtones du nord du Canada et y développer de nombreuses exploitations industrielles. Dernièrement, du 6 au 10 juin 2012, à l'appel de Convergences des Luttés Anti-Capitalistes, de féministes et d'étudiant.e.s, plusieurs manifestations contre la tenue du Grand Prix de F1 se sont déroulées à Montréal: elles visent à dénoncer le sexisme de ces « festivités » de la F1, les milliards injectés par l'Etat pour cet événement au détriment de l'éducation ainsi que le symbole machiste et capitaliste qu'il représente.

Le 18 mai 2012, la répression d'Etat a franchi un nouveau cap avec l'adoption de deux nouvelles lois. La première est la loi « anti-masque » qui interdit le fait de se masquer durant les manifestations et qui menace d'amendes allant de 1000 \$ à 5000 \$.

La deuxième est la loi 78 dite « loi spéciale » qui exige que toute manifestation publique de contestation populaire se soumette à un contrôle minutieux par l'Etat. Pour toute manifestation, partout au Québec, les organisateurs doivent présenter l'heure de départ et le trajet complet à la police locale, au moins huit heures à l'avance.

Si cela n'est pas fait, la manifestation est déclarée illégale et les organisateurs s'exposent à de lourdes amendes (amende variant de 7000 \$ à 35 000 \$ pour tout organisateur et organisatrice, porte-parole, ou membre d'une association étudiante qui bloque l'accès aux classes ou qui encourage d'autres à le faire). L'amende sera comprise entre 25 000 \$ et 125 000 \$ pour toute association étudiante reconnue coupable d'encourager ou d'organiser des perturbations ou des blocages et sera doublée en cas de récidive.

Ces lois liberticides ont provoqué encore plus de colère parmi la population et les contestations se sont amplifiées à Montréal, mais aussi dans plusieurs villes de province du Québec. Ainsi, ce sont plus de 500.000 personnes qui sont descendues dans les rues de Montréal le 22 mai 2012 contre les lois répressives et en solidarité avec les étudiant.e.s en lutte. Des habitant.e.s sortent de partout sur leurs balcons en cognant sur leurs casseroles, comme en Argentine, en Islande...



Des petites manifs ou assemblées de quartier ont lieu spontanément.

Au delà de la solidarité qui unit toutes celles et tous ceux qui, dans le monde, se battent contre l'injustice, la lutte des étudiant.e.s du Québec est aussi notre lutte. Non seulement parce qu'il s'agit d'une lutte contre les mêmes politiques d'austérité que nous subissons en Europe, mais aussi parce que, là-bas comme ici, alors que nous devons nous préparer à des luttes de plus en plus dures face aux attaques contre nos droits sociaux et les politiques d'austérité, les gouvernements et le patronat répondent de la même façon : par la répression et la remise en cause de nos droits comme le droit de grève et de manifestation. Après la loi spéciale du Québec pour casser le mouvement étudiant, c'est le gouvernement canadien qui, fin mai, a décrété une loi spéciale pour forcer à la reprise du travail les 5.000 cheminots en grève du Canadien Pacifique.

C'est exactement les mêmes politiques que nous subissons en Europe et en France. Sans parler de l'acharnement, des pressions et des licenciements que subissent bien des militant.e.s ouvrier.e.s et travailleur.euse.s combatif.ve.s dans les entreprises, le précédent gouvernement a limité le droit de grève au nom du « service minimum » dans des secteurs comme les transports publics et l'éducation. Lors de la lutte de l'automne 2010 contre la casse des retraites, c'est par une loi de réquisition et des menaces de prison ferme que le gouvernement a brisé la grève des ouvrier.e.s des raffineries, et en décembre 2011, on a vu l'utilisation de policiers pour casser la grève des travailleur.euse.s des entreprises privées de la sécurité aéroportuaire pour leurs salaires.

Face aux politiques d'austérité, aux attaques contre le monde du travail et la population, aux licenciements massifs, à la dégradation de nos conditions de vie et de travail, à la hausse des prix et à des salaires qui ne nous permettent plus de vivre, nous n'avons pas d'autres choix que de nous battre. Défendre inconditionnellement le droit de grève et de manifestation, c'est défendre les seules armes dont nous disposons pour faire face aux patrons et aux gouvernements. La solidarité avec la lutte des étudiant.e.s du Québec, c'est refuser, des deux côtés de l'Atlantique, les mêmes politiques d'austérité et les mêmes restrictions de nos libertés.

**Ce 24 juin 2012, journée internationale de solidarité  
avec la lutte étudiante au Québec,  
Soyons nombreu.se.s à descendre dans la rue bruyamment  
avec nos casseroles!**

**Face à la répression,  
la solidarité est notre arme!**

**DIMANCHE 24 JUN 2012**  
**MANIFESTATION**  
**14H30 - PLACE MARULAZ**



**Initiative  
Communiste  
Ouvrière**